



L'IEDOM a diffusé le 26 mars 2013 les synthèses économiques annuelles relatives à chacun des territoires de sa zone d'intervention. Elles ont donné lieu le même jour à une conférence de presse du Directeur Général, Nicolas de Sèze, accompagné du Directeur Philippe La Cognata. Dans l'ensemble, l'année 2012 se caractérise par une dégradation globale de l'activité dans l'outre-mer. Le climat des affaires se détériore en effet dans la quasi-totalité des géographies, de même que la situation du marché de l'emploi.

Principal moteur de la croissance de ces dernières années, la consommation des ménages s'essouffle tandis que l'investissement se replie. Point positif, la hausse des prix décélère et reste généralement contenue, sauf à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les analyses par géographie prennent la forme d'une « note expresse » et sont disponibles sous : <http://www.iedom.fr/iedom/publications-24/les-notes-expresses-243/l-integrale-des-notes-expresses/annee-2013.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 - BCE

Lors de sa réunion du 4 avril 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation mesurés par l'IPCH ont continué de diminuer, comme prévu (...). Les anticipations d'inflation pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir des taux d'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Dans le même temps, la faiblesse de l'activité économique s'est prolongée sur les premiers mois de l'année et une reprise graduelle devrait intervenir au second semestre, sous réserve de risques à la baisse (...). Nous suivons également attentivement la situation sur le marché monétaire et son incidence éventuelle sur l'orientation de notre politique monétaire et sa transmission à l'économie. Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, nous maintiendrons les procédures d'appels d'offres à taux fixe avec allocation intégrale aussi longtemps que nécessaire ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à réduire la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro et de renforcer la capacité de résistance des banques quand cela s'avère nécessaire (...). Nous devons insister sur le fait que le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et le mécanisme de résolution unique (MRU) sont des éléments capitaux dans le processus de réintégration du système bancaire et que pour cette raison ils doivent être mis en place rapidement ».

2 – Conseil européen

Le Conseil a adopté le 21 mars un règlement relatif aux fonds de capital-risque européens et un règlement relatif aux fonds d'entrepreneuriat social européens. L'objectif général est de favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) en améliorant leur accès au financement par l'établissement d'un passeport valable à l'échelle de l'UE pour les gestionnaires de fonds de capital-risque et les gestionnaires de fonds d'entrepreneuriat social dans le cadre de la commercialisation de leurs fonds.

3– Eurostat

Eurostat a publié le 21 mars 2013 une analyse sur les PIB régionaux par habitant dans l'UE en 2010. Cette analyse compare les PIB par habitant exprimés en standard de pouvoir d'achat de 270 régions de l'UE27. Plus d'une région sur 7 dispose d'un PIB par habitant au-dessus de 125 % de la moyenne, et une région sur quatre en-dessous de 75 %. Avec l'indice 100 pour la moyenne de l'UE 27, la France (toutes régions comprises) se situe à 108 et l'ensemble des quatre départements d'outre-mer à 66.

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/1-21032013-AP/FR/1-21032013-AP-FR.PDF

Actualité législative

1 – Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires

Après l'Assemblée nationale en février (voir lettre mensuelle de mars 2013), le Sénat a modifié et adopté, en première lecture le 22 mars dernier, le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Dans les prochaines semaines, l'assemblée nationale examinera, en deuxième lecture, le texte proposé par le Sénat.

<http://www.senat.fr/petite-loi-ameli/2012-2013/423.html>

2 - Décret n° 2013-232 du 20 mars 2013 relatif aux paiements effectués ou reçus par un notaire pour le compte des parties à un acte reçu en la forme authentique et donnant lieu à publicité foncière.

Ce décret fixe le seuil à partir duquel les paiements effectués ou reçus par un notaire pour le compte des parties à un acte reçu en la forme authentique et donnant lieu à publicité foncière devront être assurés par virement. Ce seuil est fixé à 10 000 euros à compter du 1^{er} avril 2013 et jusqu'au 31 décembre 2014, puis à 3 000 euros à compter du 1^{er} janvier 2015. Il définit également des modalités d'exécution du virement. Le texte est entré en vigueur le 1^{er} avril 2013. Ce décret pris pour l'application de l'article L. 112-6-1 du code monétaire et financier vise à encourager le recours au virement dans les transactions immobilières en vue de la modernisation des moyens de paiement et de leur traçabilité pour les besoins de la lutte anti-blanchiment.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027199882&dateTexte=&categorieLien=id>

3 - Décret n° 2013-236 du 21 mars 2013 portant revalorisation du revenu de solidarité dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon

Le montant mensuel du revenu de solidarité, pour les bénéficiaires âgés de plus de 55 ans résidant dans les DOM, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon, est porté de 492,03 euros à 500,64 euros.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205799&dateTexte=&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Croissance moins marquée des encours de crédits en Guadeloupe

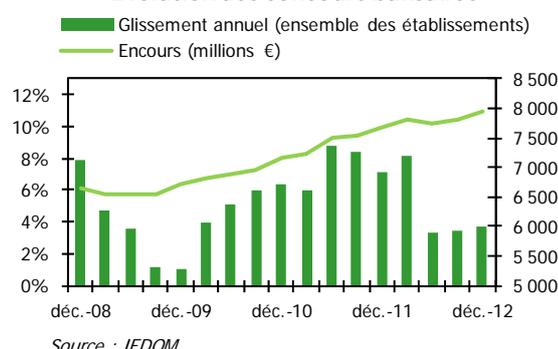
Le financement de l'économie continue de progresser en 2012, mais à un rythme plus modéré. A 7,9 milliards €, l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 3,7 % sur un an, après +7,1 % en 2011.

L'activité de crédit aux entreprises reflète la morosité ressentie dans la plupart des secteurs. A 3,8 milliards €, l'encours enregistre fin 2012 un net tassement de son rythme de croissance (+3,8 % après +8 % en 2011). Cette évolution reste toutefois supérieure à celles d'après crise (-1,2 % en 2009 et +1,4 % en 2010).

Si les crédits immobiliers des entreprises conservent une croissance dynamique (+9,3 %), la reprise des crédits d'investissement observée fin 2011 ne se confirme pas : l'encours diminue de 2,1 % sur un an. Le recours aux crédits d'exploitation continue de diminuer, mais à un taux en repli (-3,1 % après -6,9 % en 2011).

Les financements consentis aux ménages montrent des signes d'essoufflement, mais restent bien orientés : l'encours croît de 4,9 % sur un an après une hausse de 6,5 % en 2011. Le rythme de croissance des crédits à l'habitat demeure soutenu (+7,1 %), favorisé comme en métropole par les niveaux historiquement bas des taux d'intérêt. La progression des crédits à la consommation est toutefois atone (+0,5 %), en lien avec l'essoufflement de la consommation des ménages observé en fin d'année.

Évolution des concours bancaires



Mise en place du système européen de paiement SEPA

En vigueur depuis janvier 2008, l'espace unique de paiements en euros SEPA (Single Euro Payments Area) se substituera définitivement aux systèmes de paiements nationaux à compter du 1^{er} février 2014, y compris pour les transactions nationales. A cette date, l'IBAN et le BIC remplaceront le RIB actuel, le virement national sera définitivement remplacé par le SEPA Credit Transfert (SCT) et le prélèvement national laissera sa place au SEPA Direct Debit (SDD). Les entreprises doivent adapter d'ici là leurs systèmes d'informations en étroite coordination avec leurs banquiers. Des informations concernant cette migration sont disponibles sur le site du [comité national SEPA](#), co-présidé par la Banque de France et la Fédération bancaire française. En outre, une réunion d'information destinée aux entreprises guadeloupéennes se tiendra le 16 avril à la Chambre de commerce et d'industrie des îles de Guadeloupe à Pointe-à-Pitre.

Activité record de l'AFD dans les Outre-mer en 2012

En 2012, l'Agence Française de Développement (AFD) atteint un niveau historique d'activité en Outre-mer. Ses autorisations d'engagement dans les neuf collectivités et départements ultramarins atteignent 1,48 milliard d'euros, en progression de 24 % par rapport à 2011, dont 224 millions d'euros en Guadeloupe. Les financements de l'AFD en faveur du secteur privé ont été multipliés par deux en 2012 pour atteindre 1 milliard d'euros et ont permis d'aider 1800 entreprises. Parallèlement à ses différentes actions en faveur des entreprises, l'Agence est le premier partenaire du secteur public local avec près de 467 millions d'euros d'engagement en 2012.

Parution d'une note sur « L'économie de la Guadeloupe en 2012 »

L'Iedom Guadeloupe vient de publier une note expresse intitulée « L'économie de la Guadeloupe en 2012 : une activité sans souffle ». Ce document dresse un premier bilan de la conjoncture économique et financière de la Guadeloupe en 2012. Cette publication est librement téléchargeable sur le site : <http://www.iedom.fr>



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Des entreprises domiennes dynamiques face à la crise

La dernière [Note de l'Institut d'émission](#), publiée en mars 2013, souligne les performances économiques et financières contrastées des entreprises des DOM entre 2002 et 2010. Le tissu économique domien est caractérisé par des taux de création et de pérennité d'entreprises élevés. Sur l'ensemble de la période, les entreprises montrent une certaine résistance, même si elles subissent, à l'instar d'autres entreprises françaises, les conséquences de la crise économique auxquelles se sont ajoutées les crises sociales de 2009 aux Antilles. Elles sont globalement plus rentables que leurs homologues nationales. Les marges sont plus élevées, notamment du fait de la part des entreprises filiales de groupes, dotées de capacités de négociations plus importantes. Cependant, le rendement de la main-d'œuvre des entreprises domiennes reste globalement inférieur à celui constaté en moyenne dans l'Hexagone (à l'exception notable de la Guyane).

L'emploi privé en légère hausse

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), l'emploi dans le secteur privé en Guadeloupe augmente de +0,7 % au quatrième trimestre 2012 (en glissement annuel), alors qu'à contrario il diminue à l'échelle nationale (-0,5 %). Cette légère progression est principalement due au secteur du BTP et à l'activité intérimaire. Le volume de la masse salariale augmente également (+3,1 %) et s'établit à 525 millions d'euros. Il évolue à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+1,7 %).

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Vote du budget primitif 2013 de la COM de Saint-Barthélemy

Le budget primitif de la COM, voté le 15 mars, s'élève à 117,7 millions pour un montant de dépenses réelles de 70 millions. Il a bénéficié de 36,5 millions d'euros reportés de l'exercice 2012. Les orientations budgétaires privilégient l'achèvement des chantiers entrepris (un établissement d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes et une station d'épuration). D'autres investissements sont envisagés comme la construction d'une morgue et l'acquisition d'espaces fonciers pour le développement des services de la collectivité (13,2 millions). Alors que la dotation globale de compensation (DGC) due à l'État a été réclamée pour la première fois en décembre 2012 (au titre de l'exercice 2008 et pour moitié de l'exercice 2009, soit 8,4 millions d'euros), elle n'a pas été provisionnée dans le budget primitif de 2013, contrairement aux années précédentes.

Coopération régionale : 24ème sommet de la CARICOM

Le 24ème sommet de la Communauté de la Caraïbe (CARICOM) s'est déroulé à Port-au-Prince, Haïti, les 18 et 19 février derniers en présence de onze chefs d'Etat et de gouvernement et d'une centaine de délégués. Cette rencontre a été l'occasion d'évoquer les questions de la libre circulation des biens et des personnes, de la lutte contre la criminalité et le trafic de drogue et du processus de réforme du secrétariat. Les chefs d'Etat et de gouvernement présents ont également adopté une résolution officialisant le français comme deuxième langue de travail de la CARICOM à la demande de Michel Marthely, président de la République d'Haïti. En effet, Haïti, dont la population s'élève à 10 millions d'habitants, soit plus de la moitié de la population totale de la Communauté, représente l'exception francophone au sein de l'organisation regroupant des États exclusivement anglophones.

La Dominique investit dans l'accessibilité à l'eau potable

Le ministre chargé de la gestion des ressources en eau de l'île de la Dominique, Réginald Austrie, a annoncé un programme d'investissement de 40 millions d'USD, financé par emprunt auprès de la Banque Caribéenne de Développement (BCD), visant l'accès à l'eau potable pour l'ensemble de la population dominiquaise. Cet effort d'investissement vient s'ajouter aux 67 millions d'USD qui ont été investis dans le secteur de l'eau au cours des dernières années.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Février Février	2013	129,2 126,5	-0,3 % 0,3 %	1,5 % 1,0 %
Demandeurs d'emploi (Source : Deccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Février	2013	59 300	1,4 %	3,8 %
Octroi de mer (Source : DRFip)	Recettes de TVA et d'octroi de mer (en milliers d'euros)		Février	2013	34 950	-31,8 %	-12,0 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en cumul - millions d'euros) Importations - (en cumul - millions d'euros)		Janvier	2013	11,3 227,6	- -	7,8 % 11,7 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Février Cumul annuel	2013	400 841	-9,3 % -	-14,3 % -7,8 %
Vulnérabilité des ménages (Source : ledom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Février	2013	21 167 471	0,6 % -	1,1 % 10,8 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (hors transit)		Février Cumul annuel	2013	176 442 352 441	0,3 % -	-7,3 % -10,4 %
Trafic maritime (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Février	2013	273 928 99 175	-10,5 % 5,5 %	20,4 % 6,1 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Décembre Cumul annuel	2012	109 1 048	35,0 % -	-4,8 % -2,5 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Mars Cumul annuel	2013	1 275 3 476	25,1 % -	-10,6 % -
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Mars Cumul annuel	2013	20 692 62 557	5,3 % -	-10,6 % -2,5 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Evolutions monétaires en Guyane »

L'ledom vous informe de la publication de la note « Évolutions monétaires en Guyane au 31 décembre 2012 », qui s'insère dans la nouvelle collection de publications de l'ledom, intitulée « Infos financières ». Cette collection qui couvrira plusieurs thématiques financières et bancaires remplace le « Bulletin trimestriel et financier ». Au sein des « Infos financières », les « Évolutions monétaires » dressent un bilan du financement des agents économiques par le secteur bancaire, ainsi que des dépôts et placements détenus par les agents économiques.



Au 31 décembre 2012, l'évolution monétaire et financière en Guyane se caractérise ainsi par :

- Une activité financière plus soutenue en fin d'année
- Une activité de financement bien orientée
- Une évolution des actifs financiers en demi-teinte

Publication : « Tableau de bord économique de la Guyane »

Publié dans le cadre du partenariat Cerom, le tableau de bord économique de la Guyane apporte une vision synthétique et rapide de l'évolution conjoncturelle de notre territoire au travers d'une sélection d'indicateurs macroéconomiques choisis. Cette publication a été réformée et regroupe désormais près de 40 indicateurs économiques régionaux réunis autour de six grands thèmes : les principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques. Le tableau de bord, en français et en anglais, est accessible chaque trimestre pour la Guyane comme pour l'ensemble des DOM sur le site du partenariat CEROM : www.cerom-outremer.fr/cerom/

Publication : « Synthèse économique annuelle 2012 »

L'activité économique de la Guyane recule en 2012 avec une fin d'année relativement atone.

La consommation des ménages et l'investissement des entreprises marquent le pas et le marché du travail continue de se détériorer. L'activité spatiale et la construction, particulièrement bien orientées, continuent toutefois d'exercer un effet très favorable sur l'économie de la Guyane.

Avec une démographie en nette progression générant des besoins élevés, notamment en termes d'infrastructures et de logements, le marché guyanais est devenu un relai de croissance pour les investisseurs antillais confrontés à la maturité de leurs propres marchés.

Publication : « Performances économiques et financières des entreprises des DOM entre 2002 et 2010 »

L'étude « Performances économiques et financières des entreprises des DOM entre 2002 et 2010 » est fondée sur l'exploitation des données du Fichier Bancaire des Entreprises (Fiben) pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion sur la période 2002-2010. Elle est inédite dans la mesure où elle rend compte des différences structurelles entre les trajectoires DOM et métropole et permet d'appréhender la façon dont les entreprises domiennes ont traversé la crise jusqu'en 2010.

Toutes ces publications sont accessibles gratuitement sur le site de l'ledom : www.ledom.fr/Guyane

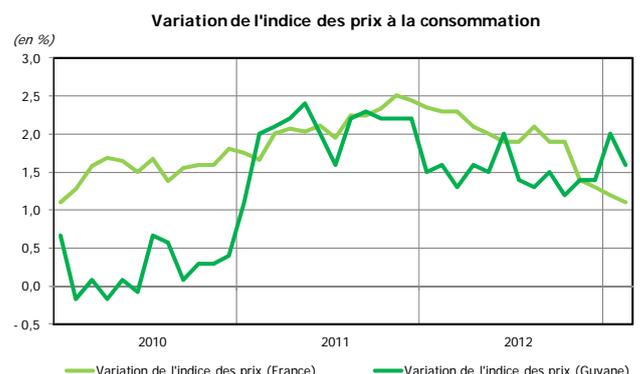
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} avril 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,74 € / litre pour l'essence (- 5 centimes) et 1,58 € / litre pour le gazole (- 2 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 22,86 €, soit une diminution de 68 centimes.

Prix à la consommation

En février 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est resté stable en Guyane (+ 0,0 %), la hausse des prix de l'alimentation (+ 0,3 %) et de l'énergie (+ 0,4 %) étant intégralement compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (- 0,4 %). Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,6 %, principalement tiré par la hausse des prix sur les postes de l'alimentation (+ 3,8 %), des services (+ 1,3 %) et de l'énergie (+ 3,1 %). La hausse des prix en Guyane est similaire à celle constatée aux Antilles (Guadeloupe + 1,5 %, Martinique + 1,7 %), elle est supérieure à l'évolution enregistrée pour la Réunion et la France entière (+ 1,1 %).



Financement de l'économie par l'AFD

L'année 2012 a été marquée par un niveau d'activité exceptionnellement élevé pour l'Agence française de développement (AFD) en Guyane. Les autorisations d'engagement de l'AFD pour compte propre ont atteint 62,5 millions d'euros, soit leur meilleur niveau en 10 ans excepté l'année 2008 et un quasi-doublement par rapport à 2011. En intégrant l'activité d'Osé, représenté par l'AFD, celles-ci ont atteint 85 millions d'euros. L'activité en faveur du secteur public a été particulièrement dynamique avec 55 millions d'euros d'autorisations d'engagement, soit 65 % du total des engagements de l'année 2012.

Entreprises

L'Insee a publié une étude sur la démographie des entreprises en Guyane. En 2010, 7 700 entreprises du secteur marchand étaient implantées en Guyane (hors agriculture) et employaient 18 400 salariés. La part des micro-entreprises dans cette population est plus importante qu'en métropole. Ces dernières emploient 30 % de salariés, contre 19 % au niveau national. Les grandes entreprises en revanche sont relativement peu représentées (55) et emploient 24 % des salariés, contre 31 % au niveau national. L'étude est disponible sur le site de l'Insee : www.insee.fr/Guyane

Energies renouvelables

Un arrêté du ministère de l'Energie a été publié au Journal officiel, instaurant un tarif d'achat bonifié pour l'électricité d'origine éolienne dans les DOM-COM situés en zone cyclonique. Cet arrêté concerne les nouvelles installations implantées "dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental autres que la Corse, la Guyane et Saint-Pierre-et-Miquelon" (Martinique, Guadeloupe, Réunion...) et pouvant être arimées au sol en cas de cyclone. Le tarif auquel EDF rachètera l'électricité de ces turbines est donc désormais fixé à 230 euros du mégawattheure (MWh) pour les dix premières années, contre un tarif d'achat actuel de 110 euros par MWh dans les DOM et 82 euros du MWh en métropole. En Guyane, l'exclusion de la région au dispositif est dénoncée par le Generg (Groupement des entreprises en énergie renouvelable en Guyane) qui vient par ailleurs de publier le 3ème article d'une série sur les énergies renouvelables en Guyane. Dans cette note, le Generg fait part des éléments caractéristiques du vent en Guyane : d'une direction monodirectionnelle de direction Est/Nord-Est, et de force constante tout au long de l'année le long de la bande littorale guyanaise, les Alizés pourraient permettre selon le Generg, si les conditions de financement étaient atteintes, d'obtenir une énergie relativement stable et complémentaire à celles déjà exploitées.

Spatial

Le Conseil des Ministres du mercredi 3 avril 2013 a nommé Jean-Yves Le Gall Président du Centre National d'Études Spatiales (Cnes). Directeur Général de Novespace en 1993, Jean-Yves Le Gall est ensuite devenu Directeur Général Adjoint du Cnes en 1996. En 1998, il a été nommé Président Directeur Général de Starsem puis, en 2001, Directeur Général d'Arianespace dont il est devenu Président Directeur Général en 2007.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac) Févr-13	126,7	[0,0%]	[1,6 %]	Insee
		↑	Prix administré du litre d'essence Avr-13	1,74	[-2,8%]	[-2,8%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demands d'emploi (DEFM A) Févr-13	19 390	[1,5%]	[9,5%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage Déc-12	8 265	[-1,2%]	[6,5%]	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1) Févr-13	14 856	[-1,5%]	[8,6%]	Caf
CONSUMMATION	↓	Prestations nettes versées (1) Févr-13	8,0 M€	[-0,9%]	[15,7%]	Caf	
		Cumul	16,0 M€		[11,4%]		
	↓	Recettes d'octroi de mer Déc-12	10,8 M€	-12,2%	-3,1%	Douanes	
	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3) Févr-13	10,1 M€	-8,5%	-4,4%	Douanes	
INVESTISSEMENT	↓	Cumul	22,0 M€		3,9%		
	↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers Févr-13	256	-17,2%	-28,4%	Somafi	
		Cumul	596		-15,9%		
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4) Févr-13	33,9 M€	-8,1%	26,4%	Douanes	
	↑	Cumul	78,8 M€		24,4%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	↑	Ventes de véhicules utilitaires Févr-13	62	35,6%	-26,6%	Somafi
			Cumul	111		-37,1%	
	BTP	↑	Exportations (3) Févr-13	17,0 M€	24,2%	40,5%	Douanes
↓		Importations (3) (4) Févr-13	122,2 M€	-7,1%	38,1%	Douanes	
		Cumul	265,2 M€		38,3%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	↑	Tirs effectués Cumul à Avr-13	1 tir (1 Ariane 5)		2 tirs à Avr-12	Arianespace
		↓	Satellites lancés Cumul à Avr-13	2 satellites		3 satellites et 1 ATV*	
	INDUSTRIE	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag) Mars-13	7 596 tonnes	-1,5%	-9,0%	Ciments guyanais
			Cumul	22 531 tonnes		1,5%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations d'or en volume (3) Févr-13	159 kilos	412,6%	-3,1%	Douanes
		↑	Cumul	176 kilos		-40,9%	
		↑	Exportations d'or en valeur (3) Févr-13	5,9 M€	139,8%	-3,5%	Douanes
		↓	Cumul	6,5 M€		-28,8%	
	TOURISME	↓	Cours de l'once d'or Févr-13	1 629,14 \$	[-2,5%]	[-6,5%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt Déc-12	20 767 m3	89,0%	228,8%	ONF
		Cumul	74 878 m3		1,9%		
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3) Févr-13	75 tonnes	18,9%	-25,5%	Douanes	
	↓	Cumul	107 tonnes		-3,6%		
	↓	Exportations de poissons (3) Févr-13	48 tonnes	-78,3%	31,5%	Douanes	
TOURISME	↓	Cumul	115 tonnes		361,6%		
	↓	Exportations de riz (2) (3) Févr-13	0 tonne	n.s	n.s	Douanes	
		Cumul	0 tonne		n.s		
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits) Janv-13	33 580	4,7%	9,1%	CCIRG	
	↓	Cumul	33 580		9,1%		
	↓	Nombre de nuitées Déc-12	27 000	-15,6%	-18,8%	Insee	
		Cumul	345 000		-0,3%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

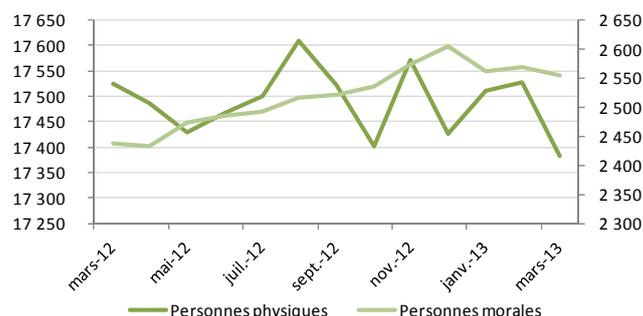
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : recul des incidents de paiement

A fin mars 2013, le nombre d'incidents de paiement recensés par le fichier central des impayés s'inscrit en recul de 1,6 % en glissement annuel et atteint 125 962.

Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire enregistre une légère diminution de 0,8 % en glissement annuel. En revanche, les personnes morales en interdiction bancaire progressent de 4,8 %, signe d'un maintien de la dégradation de la situation financière des entreprises.

Evolution du nombre de personnes physiques et morales en interdiction bancaire



Source : IEDOM

Partenariat CEROM : publication du tableau de bord de l'économie martiniquaise

L'INSEE, l'AFD et l'IEDOM ont publié, dans le cadre du partenariat CEROM (Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-Mer), le premier numéro du tableau de bord de l'économie martiniquaise. Cette nouvelle publication trimestrielle propose une série d'indicateurs macroéconomiques et financiers, agrégés et sectoriels, permettant un aperçu rapide de l'évolution de la conjoncture économique à la Martinique.

Le tableau de bord est disponible sur le site du CEROM : <http://www.cerom-outremer.fr/martinique/>.

SEPA : réunion-débat du lundi 15 avril

Après le passage des marchés financiers (1999) et de la monnaie (2002) à l'euro, l'Europe se dote de l'euro scriptural avec SEPA (Single Euro Payments Area - Espace unique de paiement en euros). Conformément au règlement européen N° 260/2012, les nouveaux instruments de paiement européens remplaceront définitivement leurs équivalents nationaux **au plus tard le 1^{er} février 2014**.

Afin d'informer et sensibiliser les professionnels et le grand public aux enjeux de SEPA, l'IEDOM organise une réunion-débat le lundi 15 avril 2013 à 9 heures au Centre d'Affaires de l'Aéroport Martinique Aimé Césaire.

SEPA, c'est quoi ?

- Une zone de 32 pays membres de l'espace européen
- La construction d'un espace unifié de paiement
- Des opérations bancaires (virement et prélèvement) harmonisées entre les pays de la zone dès le 1er février 2014
- De nombreux avantages : simplification, garantie, coût unique, délais d'exécution d'un jour
- Une véritable opportunité de développer les échanges commerciaux dans l'espace SEPA

Euro : un nouveau billet de 5 euros à partir du 2 mai

À l'occasion de l'inauguration de l'exposition intitulée « Le nouveau visage de l'euro », qui s'est tenue le 10 janvier 2013, le président de la Banque centrale européenne (BCE), M. Mario Draghi, a présenté le nouveau billet de 5 euros de la série « Europe » (ES2).

Le lancement de cette nouvelle série de billets débutera par la **mise en circulation du billet de 5 € fixée le 2 mai 2013**.



L'introduction des autres coupures sera progressive et s'étalera sur plusieurs années, selon l'ordre croissant des dénominations. Ancienne et nouvelle séries circuleront parallèlement. L'ancienne série sera ensuite retirée progressivement de la circulation avant de cesser définitivement d'avoir cours légal, à une date qui sera annoncée longtemps à l'avance. Toutefois, les billets de la première série conserveront leur valeur sans limite de temps et pourront être échangés à tout moment auprès des succursales de la Banque de France ou des guichets de l'IEDOM.

Ce nouveau billet de 5 € bénéficie des progrès technologiques réalisés dans l'impression des billets depuis l'introduction de la première série, il y a plus de dix ans, et comporte de nouveaux signes de sécurité améliorés visant à les rendre encore plus sûrs.

Depuis le début du mois d'avril, l'IEDOM a lancé une nouvelle campagne de formation à destination des banques, commerçants, fonctionnaires de police, de gendarmerie, des douanes mais plus généralement, toute personne manipulant des valeurs dans le cadre de son activité professionnelle. Cette formation, gratuite, se déroule sous la forme de sessions de 2 heures pour 8 personnes en intra entreprise, ou dans les locaux de l'IEDOM.

Pour plus d'information sur les signes de sécurité de la nouvelle gamme de billets ES2, rendez-vous sur le site internet de la BCE :

www.ecb.int/euro/html/security_features.fr.html

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

AFD : 200 millions d'euros d'autorisation de financement en Martinique en 2012

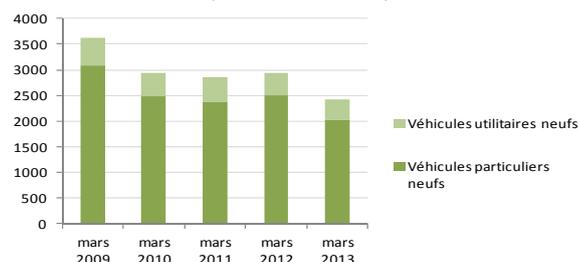
Les autorisations de financement de l'Agence française de développement atteignent 200 millions d'euros en 2012 pour la Martinique. Les engagements de l'exercice 2012 s'élèvent à 52 millions d'euros pour le secteur public et sont majoritairement dédiés au financement du chantier du TCSP (transport collectif en site propre). Par ailleurs, quelque 4,9 millions d'euros sont consacrés à des projets d'aménagement et d'équipement portés par les collectivités territoriales de la Martinique et 2 millions d'euros à des projets en faveur de la cohésion sociale. Le secteur privé bénéficie pour sa part de 149 millions d'euros d'engagements de la part de l'AFD, dont 19 millions accordés dans le cadre du fonds DOM.

Immatriculations : ventes en recul au premier trimestre

2 427 véhicules neufs ont été immatriculés en Martinique au premier trimestre 2013, soit une baisse de 17,7 % par rapport à l'année précédente.

Cette évolution tient à la fois à la diminution des ventes de véhicules utilitaires neufs (-12,9 %) et de celles de véhicules particuliers neufs (-18,6 %). Pour ces derniers, les ventes de véhicules de marques françaises, qui représentent 40,1 % des ventes totales, enregistrent une dégradation plus sensible (-19,8 %) que les ventes de véhicules de marques étrangères (-15 %).

Immatriculations de véhicules neufs
(en cumul à mars)



Source : Association Auxiliaire de l'Automobile

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération régionale : lutte contre la cercosporiose noire à l'échelle caribéenne

Les chercheurs et planteurs de plusieurs îles de la Caraïbe (Cuba, la Guadeloupe, la Martinique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et la République dominicaine) se sont réunis à la Havane du 19 au 21 mars lors d'un séminaire consacré à la lutte contre la cercosporiose noire. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur les méthodes de traitement utilisées dans les différents territoires et de dresser un état des lieux de la recherche dans ce domaine. Les participants se sont également entendus sur la création d'une plateforme de recherche et d'expérimentation régionale dédiée.

Trinidad et Tobago : prévisions de croissance revues à la baisse par le FMI

À la suite d'une mission du 15 au 27 mars à Trinidad et Tobago, le Fonds monétaire international (FMI) a révélé ses prévisions de croissance pour 2013. Elle devrait atteindre 1,5 %, soit un point de moins que les projections réalisées par la Banque centrale trinitadienne. Le FMI projette une croissance marginale du secteur de l'énergie liée à la poursuite d'importantes opérations de maintenance au cours de l'année. Cette croissance modeste devrait se traduire par le creusement du déficit fiscal qui devrait atteindre 2,5 % du PIB en 2013, contre 1,1 % en 2012. Le FMI s'est également prononcé pour la mise en œuvre d'une réforme du service public, pour la réduction des obstacles à l'initiative économique et pour la promotion de politiques redistributives.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- février 2013	129,6	0,3 %	+1,7 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- février 2013	44 221	2,0 %	+4,7 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2012	21 876	-0,8 %	-4,5 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2012	39 147	+1,0 %	+4,8 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- janvier 2013	210,6	ns	ns
	Exportations (millions d'euros)	- janvier 2013	14,5	ns	ns
	Taux de couverture mensuel		6,9 %		-2,7 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- février 2013	40,5	-5,1 %	+3,3 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- février 2013	83,1		+2,8 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mars 2013	17 382	-0,8 %	-0,8 %
	Retraits de cartes bancaires (flux)	- mars 2013	352	-10,4 %	+2,9 %

INDICATEURS SECTORIELS

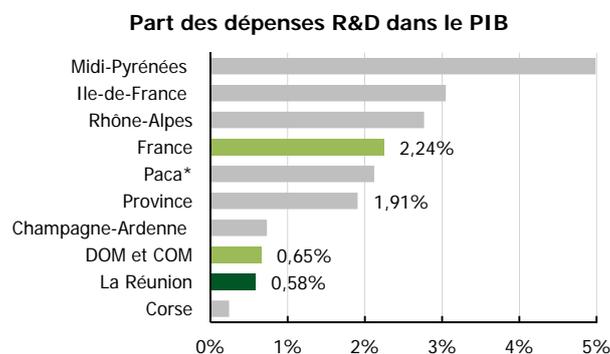
			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- février 2013	148 806	+0,4 %	-3,3 %
		- cumul annuel	296 952		-2,5 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mars 2013	17 989	-34,1 %	+25,7 %
		- cumul annuel	73 265		+42,3 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- février 2013	13 308	-7,2 %	-15,7 %
		- cumul annuel	27 641		-13,1 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2013	622	22,0 %	-34,1 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2013	145	39,4 %	-12,7 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		767		-30,9 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

La R&D à La Réunion : un poids modeste mais en plein essor

Les efforts réalisés localement dans le domaine de la recherche et développement (R&D) restent actuellement modestes au regard de ceux réalisés par les autres régions françaises. La recherche réunionnaise est principalement financée par le secteur public et concerne particulièrement les secteurs de l'agro-nutrition, l'observation de la terre et la santé. Le dispositif de recherche s'est développé dans les années 90, pour se structurer ces dernières années. Malgré son essor récent, le développement de la R&D souffre toujours d'un tissu économique peu propice à l'innovation. Les efforts devraient pouvoir s'intensifier dans le cadre du prochain programme européen, qui place l'innovation au cœur de la stratégie « Europe 2020 ». La Réunion pourrait alors devenir un centre d'excellence et de promotion du savoir-faire européen dans la zone intertropicale, notamment en matière de valorisation des énergies marines.

L'étude est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



* Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sources : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Insee, calculs IEDOM

L'activité économique de La Réunion se maintient en 2012, dans un environnement conjoncturel toujours jugé dégradé

L'économie réunionnaise peine depuis la crise à retrouver des relais de croissance efficaces. Le manque de lisibilité sur les perspectives économiques locales continue à peser sur la confiance des entrepreneurs réunionnais, qui font état d'une dégradation continue de la situation conjoncturelle, à l'image de la situation nationale. Ce manque de confiance des entrepreneurs pèse particulièrement sur l'investissement privé. A contrario, la commande publique est restée soutenue, même si elle recule en 2012, et la consommation des ménages se maintient. Une nouvelle dégradation affecte le marché du travail en 2012 et touche désormais davantage les seniors.

Tous les secteurs d'activité sont concernés par ce ressenti négatif des entrepreneurs, notamment l'agriculture et les services marchands. L'activité s'est pourtant maintenue dans la plupart d'entre eux, hormis dans le BTP.

Dans ce contexte mitigé, l'activité de financement de l'économie par le système bancaire est restée peu dynamique, alors que la collecte nette d'épargne progresse rapidement. Le risque de crédit porté par les établissements financiers implantés localement s'aggrave, l'amélioration progressive de la sinistralité au second semestre ne permettant pas de compenser la forte hausse intervenue au premier semestre.

La Note Expresse est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Une situation financière porteuse en fin d'année

La nouvelle collection de publications de l'IEDOM, intitulée « Infos financières », couvre plusieurs thématiques financières et bancaires et remplace le « Bulletin trimestriel et financier ». Au sein des « Infos financières », les « Évolutions monétaires » dressent un bilan du financement des agents économiques par le secteur bancaire, ainsi que des dépôts et placements détenus par les agents économiques.

La fin de l'année est traditionnellement porteuse pour le secteur bancaire, qui bénéficie notamment d'une activité soutenue en matière de financement de l'habitat. Le quatrième trimestre 2012 n'a pas dérogé à cette règle, enregistrant une nette amélioration de l'activité bancaire : hausse sensible de la collecte d'épargne et de l'encours des crédits consentis à l'économie.

Les crédits à l'économie ont été particulièrement soutenus par la forte hausse de l'encours des crédits à l'habitat des ménages, mais également par celle des crédits d'équipement des entreprises et des collectivités locales. La collecte d'épargne a pour sa part bénéficié de la bonne tenue des dépôts à vue et de la hausse rapide de l'épargne sur livrets A et livrets de développement durable, en liaison avec le relèvement des plafonds décidé en fin d'année.

Les évolutions monétaires du 4^e trimestre 2012 sont disponibles sur [le site de l'IEDOM](#).



Source : IEDOM, Surfi

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	129,4	+ 0,8 %	+ 2,2 %
	IPC France entière	127,4	+ 0,8 %	+ 1,0 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	23 437	- 23,7 %	- 15,2 %
	En cumul (milliers d'euros)	292 014	-	+ 1,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	701,2	-	- 1,0 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	50,2	-	+ 19,7 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	132 260	+ 0,4 %	+ 9,3 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	112 049	n.s.	- 12,9 %
	Cumul 2012	328 670	-	- 7,2 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	76 000	- 16,1 %	- 6,3 %
	Cumul 2012	825 400	-	- 1,0 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	1 063	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	3 774	-	n.s.
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	8,0	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	59,2	-	n.s.
	Effectifs salariés du BTP	15 789	+ 2,5 %	- 7,2 %

Stabilisation des prix de l'immobilier depuis 2009

L'Agence pour l'observation de La Réunion, l'aménagement et l'habitat (Agorah) a réalisé une étude sur les prix de l'immobilier et du foncier à La Réunion entre 2000 et 2011, à partir des sources de la DGFIP et de la Chambre des Notaires. Cette étude montre qu'entre 2000 et 2008, les prix de l'immobilier n'ont cessé d'augmenter : le prix du foncier a plus que triplé en 8 ans, et les prix des maisons individuelles et des appartements ont doublé.

La crise immobilière liée à l'éclatement de la bulle spéculative intervenue fin 2008 a engendré un réajustement important des prix, avec une chute des montants des transactions comprise entre 10 % et 15 % en 2009. Depuis, les prix ont été quasiment stables.

En 2011, le prix au m² d'un appartement ancien est estimé à 2 480 euros (4 100 euros au m² dans le neuf), soit un niveau proche de la moyenne nationale (hors Île-de-France et Corse). Le prix moyen des transactions immobilières pour une maison ancienne est de 206 600 euros dans le département contre 196 500 euros au niveau national (hors Île-de-France et Corse) et 240 000 euros en Martinique.

L'étude est disponible sur le [site de l'Agorah](#).

Nouvelle définition de l'entreprise

Petite, moyenne ou grande, chaque entreprise est désormais officiellement classée selon des critères économiques en fonction de sa taille et de son chiffre d'affaires dans une des trois catégories : petites et moyennes entreprises (PME), entreprises de taille intermédiaire (ETI) ou grande entreprise. Selon cette nouvelle définition, 37 950 entreprises sont implantées à La Réunion en 2010 dans le secteur marchand non agricole, représentées au travers de 44 500 établissements. Les ETI et les grandes entreprises représentent respectivement de 0,4 % et 0,2 % du parc réunionnais et emploient respectivement 16,8 % et 35,2 % des salariés de l'île.

Parmi les PME, on distingue les microentreprises, c'est-à-dire les entreprises qui occupent moins de 10 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 2 millions d'euros. Elles regroupent 95 % des entreprises réunionnaises, emploient trois salariés sur dix et dominent dans le secteur des services aux particuliers.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Stratégie Régionale de Développement Économique

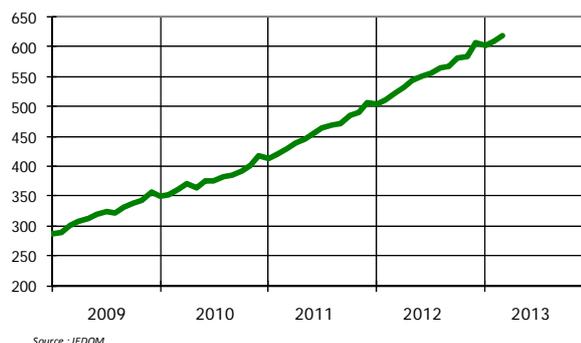
Dans le cadre de la Semaine de l'Industrie, la Région Réunion a présenté la Stratégie régionale de développement économique (SRDE) de la collectivité. L'objectif du SRDE est de contribuer à l'amélioration de la situation économique à travers huit axes de développement (aides aux entreprises nouvelles, aménagement du foncier, développement de l'innovation, des exportations, soutien à l'emploi, ...), et à la relance de l'emploi, notamment chez les jeunes. Ce dispositif s'intègre dans le schéma régional de croissance de 2010 voulu par la Région pour relancer l'économie à La Réunion.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

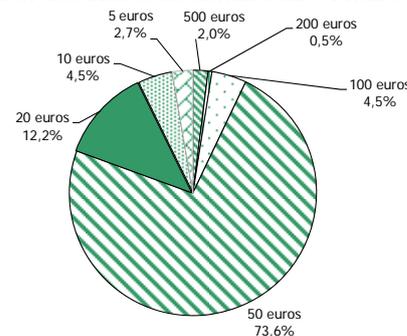
Les émissions nettes

En mars 2013, les émissions nettes de billets ont augmenté de +9,6 millions d'euros après +7,4 millions d'euros le mois précédent (soit +1,6 % après +1,2 % en février). Elles s'établissent à 618,4 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets suivent une tendance comparable : +1,5 % (après +1,3 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte depuis janvier 2013 s'établit ainsi à 11,2 millions au 31 mars dont près de 74 % sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets a évolué dans des proportions sensiblement identiques en nombre et en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui s'est appréciée de un euro au cours du 1^{er} trimestre, reste stable à 55,2 € au 31 mars 2013.

Emissions nettes cumulées de billet au 31 mars 2013



Répartition des billets en nombre au 31 mars 2013



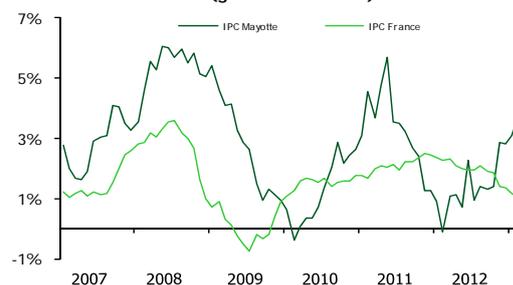
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

L'IPC ralentit en février mais progresse sur un an

Selon l'INSEE, au mois de février 2013, les prix baissent de 0,3% par rapport au mois précédent, mais augmentent de 3,7% en glissement annuel. La diminution mensuelle est portée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,7%), en particulier, celles importantes des véhicules (-1,8%) et des meubles (-1,5%). Les prix des services (-0,2%) et des produits alimentaires (-0,1%) enregistrent une diminution plus faible tandis que ceux de l'énergie et du tabac sont stables.

Sur un an, la forte augmentation générale des prix est soutenue par les produits alimentaires et boissons (+6,1 %) et les services (+4,9 %). Les prix des produits manufacturés (+0,8%) et de l'énergie (+0,7%) augmentent plus modérément.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Grève pour l'ouverture de négociations sur l'indexation des salaires des fonctions publiques

Lundi 18 mars un mouvement de grève a débuté dans le premier degré de l'éducation nationale pour demander le démarrage des négociations relatives au taux d'indexation des salaires des fonctions publiques. Les professeurs des écoles ont été rejoints par les fonctionnaires du Centre hospitalier de Mayotte (CHM) et du Conseil général. Les fonctionnaires des Douanes et du Trésor ont déposé pour leur part un préavis de grève qui est resté sans suite. Le mouvement s'est achevé le 27 mars avec la publication d'un communiqué par le préfet M. Jacques WITKOWSKI qui confirme la mise en place de l'indexation des salaires avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013 et qui annonce le début de négociations à Paris, auxquelles seront associés les syndicats locaux et nationaux, à la fin du mois d'avril.

Mayotte célèbre le 2^e anniversaire de la départementalisation

Du 29 au 31 mars, Mayotte a fêté le deuxième anniversaire de la départementalisation. Pour l'occasion, plusieurs événements ont été organisés par le Conseil général. Un colloque s'est notamment tenu le 29 mars en présence du président du Conseil général M. Daniel ZAIDANI, du préfet M. Jacques WITKOWSKI, de l'ancien député mahorais M. Henry JEAN-BAPTISTE et du député européen M. Younous OMARJEE. Plusieurs thèmes ont été abordés au cours de cette journée, dont « Les fonds structurels sur la période 2014-2020 pour Mayotte », « La mise en œuvre institutionnelle de la rupéisation de Mayotte » et « Le développement durable et le changement institutionnel ». Les festivités se sont conclues par la tenue de diverses manifestations culturelles.

Promotion de l'entrepreneuriat et de la formation professionnelle

Le mois de mars 2013 a été marqué par plusieurs initiatives pour promouvoir l'entrepreneuriat et la formation professionnelle à Mayotte. Ainsi, le 1^{er} mars, les premiers trophées mahorais de l'entreprise ont été remis pour récompenser les entreprises mahoraises les plus performantes en 2012. Par ailleurs, le 6 mars, une convention de partenariat a été signée entre la Chambre de commerce et de l'industrie de Mayotte (CCIM) et le Groupement des entreprises des technologies de l'information et de la communication (GEMTIC) pour formaliser l'accompagnement par la CCIM des acteurs de la filière TIC. L'événement a aussi été l'occasion de présenter la mise en place à Mayotte d'une formation de management de l'école de Hautes études commerciales (HEC) de Paris qui sera commercialisée par le GEMTIC à partir de juin prochain.

Enfin, le 28 mars, le Conseil général a organisé le premier forum sur la formation professionnelle en présence de nombreux organismes de formation.

Repositionnement d'Air austral

Après avoir suspendu deux rotations hebdomadaires vers la métropole en Boeing B777 durant le mois de février, Air Austral a annoncé leur reprise, le maintien des vols quotidiens vers La Réunion en Boeing 737 et la mise en place d'un vol B777 additionnel le dimanche soir avec des possibilités de correspondances sur l'ensemble de l'Océan indien. La compagnie aérienne opère régulièrement des repositionnements pour faire face à la saisonnalité du trafic aérien et à la concurrence des autres compagnies. En février, le nombre de passagers à destination ou au départ de Dzaoudzi et transitant par la Réunion a augmenté de 6,8% en glissement annuel.

Année record pour l'AFD dans l'Outre-mer et 53 M€ pour Mayotte en 2012

L'Agence française du développement (AFD) a publié ses résultats pour l'année 2012 qui marque un véritable changement d'échelle pour son activité dans les Outre-mer : avec 1,48 milliard d'euros en 2012 (en progression de 24 % par rapport à 2011), ses autorisations d'engagement ont atteint un niveau historique qui confirme l'engagement de l'Agence en faveur des territoires ultramarins. Mayotte a pour sa part bénéficié de 53 millions d'euros d'autorisations d'engagement. Dans le secteur public, plusieurs collectivités, le Centre hospitalier de Mayotte (CHM), le Syndicat mixte d'investissement et d'aménagement de Mayotte (SMIAM) et la Société immobilière de Mayotte (SIM) se sont vus octroyer des prêts bonifiés de l'AFD. Dans le secteur privé, 7 millions d'euros de financements à court terme ont été consentis à 56 entreprises mahoraises dans le cadre d'Oséo dont l'AFD assure la représentation.

Vers une meilleure connaissance et protection de l'environnement

Le 29 mars, le Conservatoire botanique national de Mascarin (CBNM) a présenté le nouveau système d'information « Mascarine Cadetiana Mayotte ». Cet outil, commandé par la Direction de l'environnement de l'aménagement et du logement (DEAL), recense la flore de Mayotte à travers un ensemble de cartes, des données d'observation et un référentiel sur les habitats naturels du territoire. Le site internet (<http://mascarine-mayotte.cbnm.org>) qui peut être alimenté par tous est amené à évoluer en permanence afin d'améliorer la connaissance de la flore de Mayotte et permettre une meilleure protection des habitats naturels.

Le mois de mars a aussi été l'occasion d'opérer une collecte des ossements de carapaces de tortues marines et de déchets à l'initiative du Réseau échouage mahorais de mammifères marins et de tortues marines. L'objectif premier de cette opération était l'obtention d'un « état zéro » à partir duquel tout acte de braconnage pourra être dorénavant recensé.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		févr.-13	117,0	-0,3%	3,7%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		janv.-13	9 761	13,7%	1,7%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-12	26 913	-0,3%	39,2%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-12	314 750	9,4%	2,9%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-12	269	-55,7%	-48,2%
		cumulées	déc.-12	7 306	3,8%	12,2%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-12	1,00%	-1,25 pt	-1,68 pt
		cumulé	déc.-12	2,32%	-0,12 pt	0,19 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	mars-13	503	63,8%	52,0%
		cumulés	mars-13	1 301	-	33,3%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	mars-13	23 654	75,5%	2,5%
		cumulés	mars-13	61 777	-	-2,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	mars-13	25,1	17,6%	26,9%
	(départs)	cumulés	mars-13	73,3	-	-0,4%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-12	5 200	-39,7%	-37,3%
		cumulées	déc.-12	86 478	-	21,3%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-12	39 516	0,3%	3,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	déc.-12	245 798	-	1,5%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-12	9 602	-1,9%	-5,8%
		cumulée	déc.-12	112 223	-	2,5%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-12	9,2	166,7%	-
		cumulées	déc.-12	67,4	-	103,5%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-12	71,4	165,3%	-
		cumulées	déc.-12	492,4	-	141,3%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

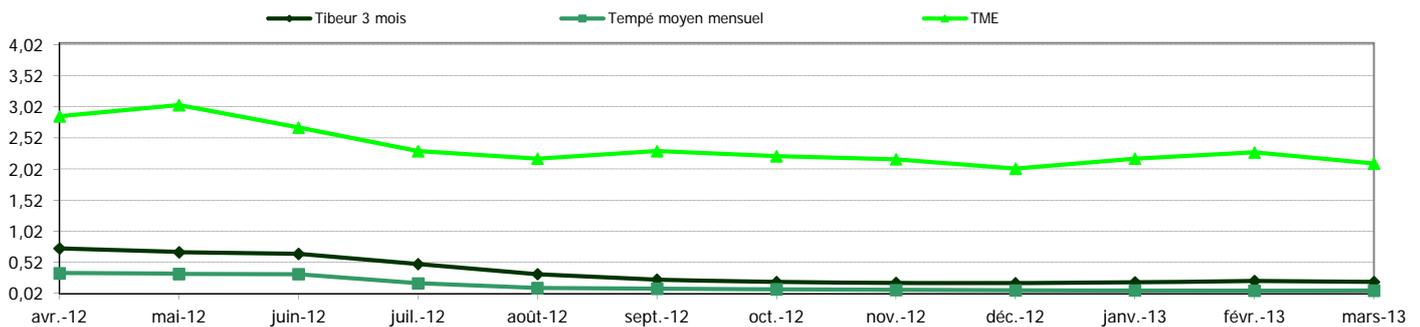
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Mars 2013)				
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,0723%	0,0709%	0,0683%	0,0702%	0,1180%	0,2070%	0,3300%	0,5460%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars	
2,03%	2,19%	2,29%	2,11%	2,23%	2,39%	2,49%	2,31%	

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2013)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,43%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts-relais	5,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,29%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,29%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,03%
Prêts d'un montant supérieur à 3 000 euros et inférieur ou égal à 6 000 euros	16,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 6 000 euros	11,48%	Découverts en compte (1)	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

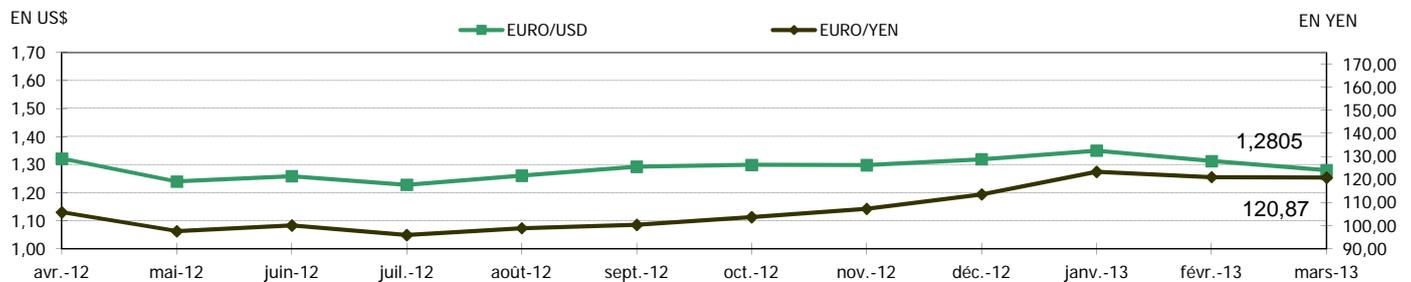
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2805	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,8200	EURO/SRD (Surinam)	4,2296
EURO/JPY (Japon)	120,8700	EURO/BWP (Botswana)	10,54470	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,2943
EURO/CAD (Canada)	1,3021	EURO/SCR (Seychelles)	14,9819	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,3705
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,84560	EURO/MUR (Maurice)	39,9892	EURO/BBD (La Barbade)	2,5634
EURO/SGD (Singapour)	1,5900	EURO/BRL (Brésil)	2,5703	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,22
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,9420	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,0646	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2900,4996	EURO/XCD (Dominique)	3,4606	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 16 avril 2013 - Dépôt légal : avril 2013 - ISSN 1284-4438